

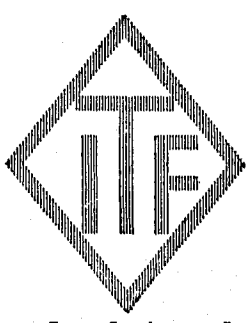


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET  
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM WEST

No 14  
7ème année.

Amsterdam, le 8 juillet 1939.



## Internationale fasciste.

### La corruption dans l'Internationale "Joie et Travail" -

(I.T.F.) Pour la première fois, on a appris des détails sur la gestion financière dans une des sections nationales de l'Internationale "Joie et Travail". La section néer-

landaise du Bureau central berlinois a poussé les choses si loin que l'association "Vreugde en Arbeid" a dû être dissoute.

Il existe, en Hollande, un mouvement national-socialiste (La N.S.B.) qui entretient d'excellentes relations avec Berlin. Ce mouvement N.S.B. s'est affilié à une "association nationale des salariés" jaune qui a, à son tour, sur le modèle berlinois, constitué une section de "Joie et Travail". Dans le périodique du Bureau central international, qui porte aussi dans son en-tête un sous-titre hollandais, le secrétaire de ce groupement hollandais national-socialiste a fait paraître sur son Association un article où il chante ses propres louanges. Ce périodique alla jusqu'à reproduire, sur du papier spécial, l'hymne de l'association avec la musique. Certes, cet article, présenté avec tant de recherches d'effet, n'indiquait pas l'importance numérique de l'association; il ne fallait pas qu'on sache que sur 600.000 ouvriers néerlandais syndiqués, les 10 sections locales de l'organisation nazie n'en comptent en tout et pour tout que 1455. C'est là une chose toutefois qui s'ébruita, en même temps que divers autres détails édifiants.

Il y a eu, en effet, en 1938, de graves dissentiments au sein de cette organisation jaune. Deux membres du comité national ont été mis à la porte; à la section d'Amsterdam, le comité tout entier fut destitué; à Rotterdam, La Haye et Leyde, les présidents. Ils avaient trop d'amour pour la caisse! Le trésorier actuel n'indique hélas pas, dans son rapport annuel, combien d'argent les dirigeants destitués ont fait disparaître; il ne parle avec réserve que d'un "assainissement interne", de "certaines irrégularités" et de "pertes financières". Il paraîtrait qu'on s'est particulièrement mal conduit dans la section de parade de l'organisation nazie, "Joie et Travail". L'expert comptable n'arrivait pas, "avec la meilleure volonté du monde à comprendre quelque chose à la comptabilité" - écrit le trésorier actuel. Il n'a par conséquent pas été possible de constater quelles subventions étaient venues de Berlin, ni quels montants les permanents nazis, destitués dans l'intervalle, avaient escamotés. Pour le moment, le combat autour de la caisse est liquidé. Avec un soulagement qui en dit long, le trésorier actuel écrit: "Le service de "Joie et Travail" a été dissous à la grande satisfaction de pour ainsi dire tout

le monde, et de même la caisse d'épargne pour voyages..."

C'est ainsi qu'on apprend pour la première fois de Hollande quelque chose sur la gestion financière dans une section de l'Internationale fasciste "Joie et Travail". A Berlin, à Rome, à Athènes, à Madrid, à Lisbonne, on a jusqu'ici gardé le silence, dans toutes les langues. (Pour les rédactions - Nous avons trouvé ces détails sur le rapport financier du groupement nazi, dans le numéro du 28 juin 1939 de l'organe "De Opmars", La Haye).

Le gouvernement français collabore avec l'Internationale fasciste.-

position de propagande dans la capitale de la Roumanie. Dans "Angriff" du 28 juin, le Dr Ley a déclaré avec franchise que de pareilles expositions du Bureau central international sont destinées à servir la propagande allemande à l'étranger. L'exposition de Bucarest avait entre autres pour but de refouler l'influence de la civilisation britannique et française dans le sud-est de l'Europe. De suivantes expositions devraient poursuivre et souligner la marche triomphante du Bureau central international. En recevant la presse à Bucarest, le Dr Ley dit que l'exposition de propagande serait transférée de Belgrade à Budapest, et ensuite en Norvège, Suède, Danemark, Espagne, Portugal (Angriff du 22 juin).

Le gouvernement roumain - suivant sans doute un désir énoncé par Berlin - avait, par la voie diplomatique, invité plusieurs autres Etats à participer à l'exposition de Bucarest. Or, hormis les Etats à régime de dictature, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, et les Etats balkaniques où les Allemands et les Italiens exercent une forte influence: la Bulgarie et la Yougoslavie, un seul pays a participé à l'exposition... la France. Le représentant du gouvernement français a assuré (voir Angriff du 25 juin) que "la France a toujours eu foi en les idéaux qui se manifestent dans l'activité du Bureau central international..." et ce journal ajoute: "La présence du représentant officiel de la France a été accueillie partout avec une satisfaction toute spéciale".

Après le retrait démonstratif du Conseil britannique pour la culture physique (National Fitness Council) de l'Internationale fasciste, les Nazis s'empressent d'interpréter l'envoi d'un représentant officiel du gouvernement français à l'exposition de Bucarest comme un geste anti-britannique du gouvernement français. (Voir, pour le retrait du Conseil britannique, le numéro 11 de "Fascisme" - page 70).

Le chaos dans les transports en Allemagne.-

les transports que l'année dernière. La construction des fortifications à la frontière occidentale n'est pas encore terminée et déjà on commence à accélérer les travaux pour celles de la frontière polono-allemande. Dans l'est de l'Allemagne, les travaux des fortifications ne trouvent toutefois pas, comme à l'ouest, des points d'appui naturels, de sorte qu'il faut un concours encore plus actif de la section de la construction que dans la partie ouest du Reich" écrit le "Grundstein" (N° de juin) un des organes mensuels du Front allemand du travail. Le rendement des services de transport devra nécessairement aussi être accru. Nous lisons à présent, dans le périodique "Die Reichsbahn" qu'en été 1938, "jusqu'à 50.000 wagons avaient été retirés des transports publics à l'intention des fortifications à l'ouest" - ce qui veut dire, un wagon sur 12. On peut sans peine se représenter ce qu'il en est à présent. Des cheminots parlent déjà, dans différents secteurs, d'un manque de wagons encore plus marqué que pendant la mobilisation de l'été 1938. Avec cela, la grande saison du trafic n'est pas encore venue. Déjà, on met officiellement les industriels en garde devant le chaos menaçant. "Il est hors de doute que le trafic de l'automne de cette année sera encore plus intense que celui de l'année dernière", ainsi leur déclare-t-on. En contre-partie de ce trafic plus intense, "on ne disposera cependant pas d'un parc de matériel roulant sensiblement supérieur". Sur les 112.000 nouveaux wagons dont on a annoncé la mise en service, on ne disposera probablement que de 1400 wagons ouverts, encore, ces 1400 wagons ne sont pas des wagons ordinaires mais des wagons spéciaux dits "wagons de canons". La Reichsbahn en effet, renoncera entièrement, pour des motifs de politique supérieurs" à la construction du type de wagons ouverts ayant une capacité de charge de 15 à 20 tonnes, pour ne plus mettre en service que le grand type qui a plus de 27 tonnes de capacité de charge...". L'industrie avait exigé le maintien des anciens types de véhicules, attendu que l'emploi des nouveaux wagons "donne lieu à d'assez grosses difficultés en raison de la pression accrue sur les essieux et de la distance plus grande entre les essieux, cela non seulement sur certai-

(I.T.F.) Le Bureau central international de l'Internationale fasciste "Joie et Travail" organisait une ex-

(I.T.F.) On s'attend, en Allemagne, à voir pendant l'automne, une situation encore plus chaotique dans

nes lignes secondaires de la Reichsbahn, mais surtout sur les chemins de fer industriels". Se conformant à un désir de l'armée, la Reichsbahn n'a pas fait droit à ces demandes et c'est ainsi que l'économie allemande n'aura cette année encore - ainsi que l'a dit récemment le président de la direction régionale d'Essen - "qu'à se tirer d'affaire, tant bien que mal". ("Ruhr und Rhein" organe des industriels de la Ruhr - N° du 23 juin).

Il faudra donc que les cheminots allemands comptent avec un nouveau surcroît de travail. Il est vrai que la Reichsbahn leur a facilité la résistance puisqu'elle a bien voulu indiquer de quelle manière des interruptions du trafic s'étaient imposées dans les transports destinés aux fortifications en Allemagne occidentale. Le numéro du 21 juin du périodique "Die Reichsbahn" contient en effet un article décrivant comment le retrait du service de quelques locomotives nécessitant des réparations, de fausses manœuvres de quelques trains de service, l'impossibilité de diriger certains convois sur d'autres voies - les téléphones de ligne étant surchargés, des déchargements et transbordements demandant bien plus de temps qu'il n'avait été prévu, ont entraîné des perturbations du trafic et des embouteillages qui ont au moins eu l'avantage d'apporter au personnel roulant et aux ouvriers des marchandises de courts repos, et ... de ralentir la construction des fortifications.

Main-d'oeuvre étrangère en Allemagne.-(I.T.F.) Les Nazis semblent être d'avis que les ouvriers étrangers qui viennent travailler en Allemagne doivent forcément devenir des nationaux-socialistes, tout au moins lorsque ces ouvriers viennent de pays pour lesquels l'intention existe de créer des légions de volontaires. Les ouvriers néerlandais, qui travaillent à la construction des établissements Hermann-Goering, sont tenus d'écouter des conférences de politique nationale-socialiste. Un ajusteur-mécanicien fut congédié parce qu'il n'avait pas participé à la célébration du 1er mai des Nazis. Un ouvrier du bâtiment hollandais fut contraint lui, de se retirer de son syndicat.

Quant aux ouvriers polonais, il n'y en a plus guère qui soient venus en Allemagne cette année. Les Polonais n'ont pas envie de devoir éventuellement rester en Allemagne comme prisonniers de guerre d'Hitler. En remplacement de la main-d'oeuvre polonaise brusquement éliminée, on envoie des écoliers aux champs pour faire la moisson et on transporte en Allemagne des ouvriers tchèques et slovaques. Une partie des ouvriers slovaques sont toutefois de nouveau rentrés au pays. On exige de ces ouvriers un effort excessif et, "lorsque quelqu'un n'est pas en mesure de faire le travail, on lui inflige des coups de bâton, on le met au cachot pendant six jours pour le renvoyer ensuite en Slovaquie" ... ainsi peut-on lire dans une lettre venue de Slovaquie. La même lettre contient le passage que voici: "La semaine dernière, un gars de Stará Turá est rentré au village; il avait les vêtements tout déchirés, n'avait plus de chaussures, avait les pieds tout gonflés, se trouvait somme toute dans un état misérable..." - (Voir aussi le quotidien d'Amsterdam "Het Volk" des 20 mai et 7 juin, le numéro 7 de "Fascisme" et le journal tchécoslovaque "Ceskoslov. Zprávy" du 14 juin).

Comment la police allemande traite les servantes qui doivent rentrer en Allemagne.--

(I.T.F.) Les servantes allemandes, autrichiennes et tchécoslovaques, qui ont été rappelées par les Nazis, d'Angleterre, de Suisse, de Belgi-

que, de Hollande et d'autres pays où elles avaient des emplois, font d'amères expériences en Allemagne.

Le Front allemand du travail exige qu'il leur soit interdit de tâcher d'obtenir "un travail aussi agréable et aussi bien rétribué que possible". Elles ne pourront s'embaucher dans un emploi que par l'intermédiaire d'un office de placement (Angriff du 20 juin). Avec cela l'intention existe de mettre le personnel de maison dans l'impossibilité de quitter son emploi pour en accepter un mieux payé.

L'organe de la Gestapo "Das Schwarze Korps" a, à plusieurs reprises, exigé qu'on place les servantes dans des ménages déterminés et qu'elles n'aient la possibilité de quitter ces places qu'avec l'autorisation expresse des autorités.

Les servantes qui rentrent à présent en Allemagne doivent en tenir compte, qu'en tout cas elles relèveront des nouvelles mesures et qu'on leur désignera par conséquent des emplois mal payés et peu agréables, pour autant qu'on ne les enverra pas travailler dans une fabrique de munitions!

Les employeurs allemands font ce qu'ils veulent.-

ont donné en échange les organes dits "conseils de confiance". Or, ces conseils de confiance n'ont rien à dire et ne peuvent se réunir que sous la présidence de l'employeur. Le ministre du Travail allemand a nettement souligné qu'aucun conseil de confiance ne doit avoir l'audace "de limiter la responsabilité, unique et totale, de l'employeur; le conseil de confiance n'est pas comme autrefois le conseil d'usine, un organe chargé de sauvegarder uniquement les intérêts des salariés, mais il tend bien plutôt à renforcer les liens entre tous ceux qui appartiennent à une même entreprise et/ou assister de ses conseils le chef d'entreprise dans toutes les questions touchant le terrain social" (Sozialpolitik im Dritten Reich). Dans un discours fait à Cologne, en juin 1937, le Dr Ley a qualifié le conseil de confiance comme étant "la forme la plus noble et la meilleure du statut social".

Pendant les 5 années qui se sont écoulées depuis l'institution des premiers conseils de confiance, ces organes destinés à être "la forme la plus noble et la meilleure du statut social" sont devenus un objet de risée. Deux fois les Nazis ont tâché de faire renouveler, au moyen d'élections, le mandat des hommes de confiance qui avaient d'abord été désignés par l'employeur. Vu toutefois que les dites élections sont devenues des démonstrations de méfiance à l'endroit du régime, on n'en a plus fait depuis 1936 et les hommes de confiance sont simplement nommés. Les employeurs de leur côté, ont considéré qu'il était superflu de gaspiller leur temps en présidant des réunions n'ayant pas le moindre intérêt. Le quotidien du Front allemand du Travail, le "Angriff", constate dans son numéro du 23 juin, que "dans la grande majorité des entreprises, le conseil de confiance ne mène qu'un semblant d'existence... il n'est pas du tout convoqué ou seulement pour des questions d'ordre tout à fait secondaire".

Dans quelques entreprises, le Front allemand du travail a essayé d'acquérir une certaine influence par l'entremise du président de la cellule d'entreprise. Les employeurs ont trouvé le moyen de liquider aussi l'influence de ces cellules... en se faisant simplement nommer présidents. Le Front allemand du travail dut bien se résigner à être ainsi écarté de toute influence au sein des entreprises. Dans son organe "Deutsche Arbeitskorrespondenz" N° 120 - 1939), il a bien été forcé d'approuver l'état de choses et de dire qu'il le considérait comme une "situation idéale".

Les employeurs allemands imposent des heures de travail comme bon leur semble.-

coupures de presse et d'informations verbales ou écrites d'hommes responsables, pour démontrer que l'ordonnance sur la durée du travail a été tacitement abrogée pendant la durée du plan de 4 ans et que chaque chef d'entreprise peut faire faire à son personnel les heures de travail que personnellement il considère comme justes et dont il croit pouvoir prendre la responsabilité". Souvent, ces chefs d'entreprises déclarent: "Pourquoi demander d'abord l'autorisation des services de l'Inspection du travail? Nous paierons bien volontiers la petite (!) amende qu'on nous inflige si nous avons une contravention. Au demeurant, cette méthode nous permet d'économiser les frais administratifs assez conséquents qui se rattachent à l'octroi d'une autorisation".

(Pour les rédactions "Monatshefte für NS.Sozialpolitik" 25 juin 1939)

Les bonzes ont des palais. Les ouvriers n'ont même pas un lit!

tueux édifices et de luxueuses villas pour les bonzes. Pour construire des logements ouvriers, toutefois, il n'y a pas d'argent. "A peine une maison est-elle debout, sans être encore achevée, qu'on la remplit jusqu'au toit d'habitants" - ainsi peut-on lire dans les cahiers mensuels de politique sociale de l'Office social du Front du travail. "Le nombre d'habitants par habitation augmente dans des proportions inquiétantes et parfois nous rencontrons des anomalies qui semblaient être depuis bien longtemps délaissées. Un même lit est occupé alternativement par l'ouvrier travaillant le jour et celui affecté à l'équipe de nuit...". Les Nazis mêmes estiment que pareilles coutumes semblaient délaissées depuis longtemps.

Résistance victorieuse contre le régime du travail forcé.-

plus que selon le "bulletin de paie". Les Nazis peuvent bien, il est vrai, contraindre des ouvriers à demeurer dans un emploi déterminé; ils peuvent

l'organe des industriels de la Ruhr, numéro du 16 juin. Les ouvriers mineurs qui souvent ont été occupés depuis des dizaines d'années dans d'autres professions avec lesquelles ils se sont entièrement familiarisés, sont invités à présent à se présenter "de leur propre initiative" auprès des administrations des mines. S'il le négligent, ils devront faire du travail forcé au fond de la mine.

En Allemagne, il faut encore travailler à 82 ans.

mettait entre autres choses une "extension sur une vaste échelle de l'assurance-vieillesse". Ceci n'a pas empêché Hitler, une fois Chancelier, de faire diminuer les pensions de vieillesse et les secours accordés aux vieux par les municipalités. Si les vieux n'ont pas de quoi manger à leur faim, ils n'ont qu'à travailler. En Allemagne, aucun vieillard n'a plus droit à finir paisiblement ses jours. Le Front allemand du travail organise des séries de conférences sur le thème: "Personne n'est trop vieux pour travailler". Le district de Dusseldorf du Front allemand du travail enregistre avec orgueil qu'au mois de mai uniquement, il lui a été possible "de faire rentrer dans le processus de la production quelque 500 citoyens âgés entre 50 et 82 (1) ans, dont un tiers a dépassé l'âge de 60 ans". (Voir "Ruhr und Rhein" numéro du 30 juin 1939).

(I.T.F.) Le programme du parti nazi, dont la distribution n'a toujours pas été interdite en Allemagne, pro-

Des ouvriers industriels doivent faire le travail des champs.

de faire sortir autant que possible des entreprises industrielles les ouvriers et employés qui "en raison de leur origine et occupation professionnelle antérieure sont à considérer comme main-d'oeuvre agricole" et de les placer de manière permanente dans l'agriculture. Il a ajouté qu'il n'était pas nécessaire de payer un supplément sur le salaire agricole, en général bien plus bas que celui payé dans l'industrie.

(I.T.F.) Le ministre du Travail allemand a donné, le 6 mai, l'instruction aux bureaux de placement

Devront travailler de manière non permanente dans l'agriculture, les ouvriers et employés "dont l'industrie en question ne peut pas se passer définitivement ou qui, en raison de conditions individuelles, ne conviennent pas pour un travail durable dans l'agriculture. Dans les industries de l'alimentation et du tabac, on cherchera aussi à libérer de la main-d'oeuvre, s'il le faut par la fermeture de services". Les ouvriers qui ne se présentent pas de leur plein gré pour aller travailler aux champs pourront être obligés à le faire, et devront aussi se contenter d'une rétribution inférieure à leur ancien salaire.

(Pour les rédactions: voir "Fascisme" du 27 mai et "Frankfurter Zeitung" des 13 et 23 juin).

On réduit le congé aux jeunes ouvriers allemands.

Jeunes ouvriers. Mi-juin, on pouvait lire dans les journaux que dorénavant, les jeunes ouvriers agricoles bénéficieraient aussi d'un congé. Quelques jours plus tard cependant, parut une ordonnance en vertu de laquelle tous les jeunes ouvriers seront tenus, cette année du moins, d'être disponibles les fins de semaine et pendant leur congé, comme main-d'oeuvre auxiliaire pour rentrer la moisson. Le gouvernement nazi veut ainsi accélérer la moisson et avoir une avance sur la Pologne. Il pense que pendant les semaines qui s'écouleront entre la fin de la moisson en Allemagne et en Pologne, il pourra - avec le plus de chances de succès - exercer une pression militaire. On prive les jeunes travailleurs et les écoliers de vacances dont ils ont un si impérieux besoin, pour faciliter à la dictature le jeu avec la guerre.

(I.T.F.) Le rythme plus antonien du travail avait amené les Nazis à prolonger le congé annuel pour les

On fait travailler les prisonniers.

Justice que de plus en plus les employeurs demandent qu'on mette à leur disposition des prisonniers. Ils aiment bien faire travailler cette main-d'oeuvre condamnée par les tribunaux nazis, en raison de convictions politiques ou religieuses à des peines de prison ou de travaux forcés. Sans doute le fait qu'ils peuvent l'exploiter encore davantage que les autres ouvriers, explique-t-il cette préférence.

(I.T.F.) Il ressort d'une information du ministère allemand de la

plus d'une fois empêcher des majorations de la rétribution mais ils sont impuissants lorsque des ouvriers, trop peu payés, ralentissent le rythme de leur travail.

Le rapport annuel que vient de faire paraître l'Association des briqueteries et tuileries de Berlin-Brandebourg signale le fait que l'interdiction de changer d'emploi dans les industries des briques, moellons agglomérés et briques de scories, ainsi que le travail forcé dans les briqueteries, n'ont pas abouti au résultat espéré. Les ouvriers en effet ont eu recours à la résistance passive, de tout temps l'arme des opprimés. "L'expérience a appris" - ainsi peut-on lire dans le rapport - "qu'une coercition permet d'empêcher le changement d'emploi mais que ce qu'il n'y a pas moyen d'empêcher, c'est le recul du rendement du salarié retenu contre son gré dans un emploi, rendement qui, avec un bas salaire et un travail très dur, est moins favorable qu'à d'autres endroits".

(Pour les rédactions: "Kolnische Zeitung", 21 juin 1939).

#### Les sténo-dactylographes et les techniciens sont mécontents.-

les sténo-dactylographes. En cas de changement de place, celles-ci ne peuvent obtenir un traitement supérieur à celui qu'elles touchaient jusque là; pendant les premiers six mois, aucun supplément ne peut leur être payé et par la suite aussi chaque augmentation de salaire a besoin de l'approbation des autorités. On a toutefois réussi à tourner cette ordonnance en engageant des sténo-dactylographes comme vendeuses, surveillantes, etc. C'est pourquoi les dispositions sus-visées ont été étendues un peu plus tard à toutes les employées.

Des mesures du même genre ont été prises pour les jeunes techniciens, chimistes et physiciens. Dans les universités et écoles techniques supérieures, le nombre des étudiants a considérablement baissé depuis l'avènement du régime hitlérien. Ce recul est dû en partie à la diminution des naissances pendant les années de la grande guerre, mais découle principalement du manque d'appréciation de la part des Nazis pour tout travail intellectuel. Un grand nombre de bacheliers préféra la carrière militaire, ou celle de secrétaire du parti nazi, aux longues années d'études. En 1939 et 1940, le nombre des nouveaux ingénieurs diplômés n'atteindra que la moitié du chiffre des années précédentes. Le nombre des architectes et des étudiants de chimie, de physique, a baissé dans des proportions analogues.

Bien des employeurs ont tâché de s'assurer un effectif suffisant de techniciens en concluant des accords avec des étudiants. Ces derniers, profitant de l'occasion, ont exigé des appointements qui étaient souvent bien supérieurs aux taux contractuels. C'est pourquoi les anciens ingénieurs déjà occupés dans les entreprises demandent que leurs appointements soient aussi revus, afin de mettre un terme à ce mouvement revendicatif, les Nazis ont décrété que les ingénieurs, chimistes, physiciens et architectes ne peuvent pas, pendant la première année de leur occupation, toucher plus de 250 à 325 marks par mois. Dans l'Etat de Hesse, on est même allé plus loin et on a fixé des appointements maxima pour tous les ingénieurs, architectes et physiciens déjà occupés.

Ces nouvelles mesures n'apporteront pas beaucoup de satisfaction aux Nazis. Le "Frankfurter Zeitung" met déjà en garde contre le danger que le mouvement de résistance se propage jusque dans cette catégorie d'employés. "Le rendement de la plupart des travailleurs manuels peut en général être contrôlé" - ainsi écrit ce journal qui a des attaches avec le grand trust chimique la I.G. Farben Industrie - "il est possible de constater si l'un ou l'autre ouvrier travaille avec moins de zèle parce qu'il n'a pas été acquiescé à ses demandes en matière de salaires ou parce qu'il a été empêché de quitter sa place pour une autre, mais, pour un travailleur intellectuel qui doit avoir de nouvelles idées, aucune intention n'est même nécessaire pour que son rendement diminue. Dans certaines circonstances, un simple mécontentement peut déjà avoir cet effet..."

(Pour les rédactions: voir "Bergwerkszeitung" du 25 juin - "Frankfurter Zeitung" 27 juin, 1er juillet - "Fascismo" du 13 mai).

#### On force des ouvriers à descendre dans la mine.-

les noms de tous ceux de leurs salariés ayant travaillé autrefois dans les mines. Les offices de placement, de leur côté, ont reçu l'instruction d'accélérer à l'extrême le retour dans les mines de tous les mineurs employés actuellement dans d'autres professions, à l'exception de ceux travaillant dans l'agriculture - ainsi lisons-nous dans "Ruhr und Rhein"

(I.T.F.) Dans presque toutes les régions d'Allemagne, on a fixé fin avril, des traitements maxima pour

les sténo-dactylographes. En cas de changement de place, celles-ci ne peuvent obtenir un traitement supérieur à celui qu'elles touchaient jusque là; pendant les premiers six mois, aucun supplément ne peut leur être payé et par la suite aussi chaque augmentation de salaire a besoin de l'approbation des autorités. On a toutefois réussi à tourner cette ordonnance en engageant des sténo-dactylographes comme vendeuses, surveillantes, etc. C'est pourquoi les dispositions sus-visées ont été étendues un peu plus tard à toutes les employées.

Des mesures du même genre ont été prises pour les jeunes techniciens, chimistes et physiciens. Dans les universités et écoles techniques supérieures, le nombre des étudiants a considérablement baissé depuis l'avènement du régime hitlérien. Ce recul est dû en partie à la diminution des naissances pendant les années de la grande guerre, mais découle principalement du manque d'appréciation de la part des Nazis pour tout travail intellectuel. Un grand nombre de bacheliers préféra la carrière militaire, ou celle de secrétaire du parti nazi, aux longues années d'études. En 1939 et 1940, le nombre des nouveaux ingénieurs diplômés n'atteindra que la moitié du chiffre des années précédentes. Le nombre des architectes et des étudiants de chimie, de physique, a baissé dans des proportions analogues.

Bien des employeurs ont tâché de s'assurer un effectif suffisant de techniciens en concluant des accords avec des étudiants. Ces derniers, profitant de l'occasion, ont exigé des appointements qui étaient souvent bien supérieurs aux taux contractuels. C'est pourquoi les anciens ingénieurs déjà occupés dans les entreprises demandent que leurs appointements soient aussi revus, afin de mettre un terme à ce mouvement revendicatif, les Nazis ont décrété que les ingénieurs, chimistes, physiciens et architectes ne peuvent pas, pendant la première année de leur occupation, toucher plus de 250 à 325 marks par mois. Dans l'Etat de Hesse, on est même allé plus loin et on a fixé des appointements maxima pour tous les ingénieurs, architectes et physiciens déjà occupés.

Ces nouvelles mesures n'apporteront pas beaucoup de satisfaction aux Nazis. Le "Frankfurter Zeitung" met déjà en garde contre le danger que le mouvement de résistance se propage jusque dans cette catégorie d'employés. "Le rendement de la plupart des travailleurs manuels peut en général être contrôlé" - ainsi écrit ce journal qui a des attaches avec le grand trust chimique la I.G. Farben Industrie - "il est possible de constater si l'un ou l'autre ouvrier travaille avec moins de zèle parce qu'il n'a pas été acquiescé à ses demandes en matière de salaires ou parce qu'il a été empêché de quitter sa place pour une autre, mais, pour un travailleur intellectuel qui doit avoir de nouvelles idées, aucune intention n'est même nécessaire pour que son rendement diminue. Dans certaines circonstances, un simple mécontentement peut déjà avoir cet effet..."

(Pour les rédactions: voir "Bergwerkszeitung" du 25 juin - "Frankfurter Zeitung" 27 juin, 1er juillet - "Fascismo" du 13 mai).

#### On force des ouvriers à descendre dans la mine.-

les noms de tous ceux de leurs salariés ayant travaillé autrefois dans les mines. Les offices de placement, de leur côté, ont reçu l'instruction d'accélérer à l'extrême le retour dans les mines de tous les mineurs employés actuellement dans d'autres professions, à l'exception de ceux travaillant dans l'agriculture - ainsi lisons-nous dans "Ruhr und Rhein"

Travaux forcés dans le port de Brême (I.T.F.) Beaucoup d'ouvriers du port de Brême ont quitté leur occupation pour s'embaucher dans les industries de guerre ou dans des maisons d'expédition, attendu que les employeurs refusaient de leur payer une indemnité de vie chère. Beaucoup d'ouvriers ont en outre été déportés pour travailler aux fortifications. Il en résulta que ces derniers mois, des navires ne pouvaient à certains jours être terminés à temps. A présent, les autorités ont décidé qu'aucun docker ne peut plus, sans une autorisation spéciale du bureau de placement, quitter le port de Brême pour chercher un autre travail.

Un navire construit sur un chantier allemand. (I.T.F.) Il y a quelque temps, un bac construit en Allemagne, destiné au transport d'un millier de personnes, a été livré à la Turquie. Des marins qui ont transporté le bac au lieu de destination ont déclaré par la suite: "Si nous avions su d'avance dans quel état se trouvait le nouveau bateau, nous aurions tous refusé de faire le voyage. Nous avons eu en cours de route un travail inouï. Partout il y avait des fissures et il s'agissait tout le temps de faire des réparations. Nous avons travaillé comme des nègres et nous étions bien contents d'être arrivés". Ainsi sont les navires que l'Allemagne construit pour l'étranger!

La résistance des cheminots tchèques (I.T.F.) Dans les chemins de fer tchèques, les téléphones et télégraphes de ligne ainsi que les appareils de signalisation sont continuellement dérangés. Les cheminots tchèques déclarent qu'il ne leur est pas possible de remédier à ces perturbations. Furieux, les Nazis en ont enfermé un certain nombre dans les camps de concentration, les remplaçant par des cheminots envoyés du Reich. Les perturbations n'ont pas cessé.

La Reichsbahn prépare la mobilisation (I.T.F.) On accélère, à la Reichsbahn, la composition des colonnes destinées aux chemins de fer de campagne. Une sélection est faite parmi les cheminots plus âgés ayant dépassé l'âge du service militaire, spécialement, des conducteurs, chefs de train, chefs de cabine de manoeuvre, chefs du mouvement, etc... Ces agents reçoivent une instruction particulière. Dans les secteurs sur la frontière polonaise, des locomotives de réserve sont sous pression.

Les houspillages ne font plus d'effet (I.T.F.) Depuis quelques semaines, les ateliers de réparation de la Reichsbahn ont un travail fou. De même que pendant les mois de mobilisation de 1938, on fixe de nouveaux délais, pour la terminaison de certains travaux! Les ouvriers toutefois, ne se laissent plus troubler par la presse incessante; ils s'amuse de la nervosité des contremaîtres. Depuis quelque temps, l'union parmi les ouvriers s'est resserrée. Ils savent qu'on a besoin d'eux et ont pu constater que les chefs n'appellent plus la Gestapo à tout bout de champ. Ils ne peuvent en effet se passer de personne et on ne sait jamais si la Gestapo n'enverra pas immédiatement un homme au camp de concentration pour des mois. Dans de plus en plus d'entreprises, on travaille au ralenti.

Dans les tramways de Vienne. (I.T.F.) A la suite du rythme accéléré du travail, le degré de morbidité a sensiblement augmenté parmi le personnel des tramways de Vienne. Dans les dépôts de Kagran, Floridsdorf et Vorgarten, un tiers du personnel était malade à un certain moment. Pour le personnel roulant, le service "normal" comporte 10 heures de travail par jour et les agents doivent en outre faire encore du service, en remplacement de collègues malades. L'augmentation des impôts et des primes aux assurances sociales a suscité un vif mécontentement. Seule, l'augmentation de la prime pour l'assurance-maladie signifiait pour un agent - ayant 15 années de service - une diminution de revenu de 7 marks par mois. Vu l'état d'esprit parmi le personnel, la direction a estimé opportun d'abolir la retenue de crise de 7 % décrétée en 1934, sous le régime du gouvernement Dollfus.